

COMMUNE DE PARBAYSE	ARRÊTÉ N° A-45-2022 du 20 septembre 2022 NATURE : Occupation et droits des sols	A
----------------------------	--	----------

MAIRIE DE PARBAYSE

MODIFICATIF DE PERMIS DE CONSTRUIRE
DELIVRE PAR LE MAIRE

Demande déposée le 30/08/2022	
Par	M. FORT Jean-Damien
Demeurant à	2 Chemin des Touyas 64360 PARBAYSE
Sur un terrain sis à	Route de Monein
Cadastré	C 0170, C 0396
Nature des Travaux	Maison individuelle

N° PC06444221X1004 M01
Surface de plancher : inchangée

Le Maire de PARBAYSE,

VU la demande de permis de construire modificatif susvisée,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du conseil municipal en date du 30 mai 2017, et notamment le règlement de la zone Ua,

VU le permis de construire initial n° PC 06444221X1004, accordé le 30/12/2021, à M.FORT Jean-Damien pour la construction d'une maison individuelle sur un terrain sis Route de Monein, ayant pour références cadastrales C 0170, C 0396,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent Permis de Construire modificatif est ACCORDE sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées aux articles suivants.

Le présent arrêté modifie celui en date du 30/12/2021.

ARTICLE 2 : Le PERMIS DE CONSTRUIRE est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée et avec les surfaces définies ci-dessus.

La modification concerne :

- Façade Nord-Est: remplacement de la teinte de la porte d'entrée et de la porte de garage en gris (initialement en blanc),
- Façade Sud-Ouest: remplacement de la fenêtre de dimensions 120/125 par une fenêtre de dimensions 100/105.

ARTICLE 3 : Les prescriptions formulées dans l'arrêté initial et l'arrêté modificatif restent valides.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté n'a pas pour effet de proroger le délai du permis de construire initial auquel il s'applique.

ARTICLE 5 : La présente décision est transmise à Monsieur le Préfet.

Fait à PARBAYSE, le 20/09/2022

Le Maire

Nicolas LAPUYADE



COMMUNE DE PARBAYSE

ARRÊTÉ N° A-45-2022 du 20 septembre 2022
NATURE : Occupation et droits des sols

A

2022-31

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir:

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers: elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.